

L'Indépendant

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES - JEUDI 2 JANVIER 2025 - N°719 WWW.LINDEPENDANT.SN

100 F cfa

DISCOURS À LA NATION

P.3

LES CHANTTIERS

DE DIOMAYE



MAMADOU LY HOMME DE L'ANNÉE

P.6

MA REVUE DE PRESSE HONORÉE



Mamadou Ly, un bloc digital d'infos (Par Dr CH Diallo)

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

P.2

CH OUMAR DIAGNE LIMOGÉ



MAIRIE DE DAKAR

DIAS DÉBOUTÉ PAR LA COUR D'APPEL



P.2

- ▶ OUVERTURE DU COS-PETROGAZ À L'OPPOSITION, À LA SOCIÉTÉ CIVILE, AUX SYNDICATS ET À L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS
- ▶ GÉNÉRALISATION DE LA DÉCLARATION DE PATRIMOINE À TOUS LES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE.
- ▶ PLAN DIOMAYE POUR LA CASAMANCE (PDC), LANCEMENT DE LA PLATEFORME LIGEEYAL SA REEW, FIN DE LA PRÉSENCE DES BASES MILITAIRES ÉTRANGÈRES AU SÉNÉGAL
- ▶ EXAMEN DE 4 LOIS À L'ASSEMBLÉE SUR LA TRANSPARENCE ET LA BONNE GOUVERNANCE. 1223 DÉTENUS GRACIÉS

DISCOURS DU PRÉSIDENT DIOMAYE

ZAHRA DÉCÈLE DES FAILLES/LES CRITIQUES DE BOCOUM



P.4



P.6

PROJET GTA SÉNÉGAL-MAURITANIE

OUVERTURE DU 1ER PUIITS DE GAZ

P.2



CYAN

MAGENTA

JAUNE

NOIR

Nouvel an : 1223 détenus graciés par le Président Bassirou Diomaye Faye



Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a, conformément à la Constitution et à la tradition républicaine, accordé sa grâce à 1223 personnes condamnées pour diverses infractions et détenues dans les différents établissements pénitentiaires du pays. Les bénéficiaires de cette mesure de clémence sont, selon un communiqué rendu public, des délinquants primaires, des détenus présentant des gages de resocialisation ou âgés, des individus gravement malades et des mineurs. Le chef de l'Etat offre ainsi à ces personnes l'opportunité de retrouver leurs familles et de se réinsérer dans la société.

Mairie de Dakar : la Cour d'Appel rejette la requête de Barthélemy Dias



La Cour d'Appel de Dakar a statué mardi sur la révocation du maire de Dakar, prononcée par le Préfet du département de Dakar. Ce dernier avait considéré Barthélemy Dias démissionnaire à la suite d'une demande faite par le militant du parti Pastef, Bayna Guèye. La Cour d'Appel a ainsi débouté l'édile de la capitale et confirmé sa destitution de son mandat de maire.

L'Indépendant

GRUPE GL MEDIA-QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES

FONDATEUR ET PDG : ELHADJI CH OUMAR LO

ADRESSE : Rue 13 Angle Blaise Diagne Medina Dakar

TELEPHONE : 338427337 763121209

DIRECTRICE DE PUBLICATION : NDEYE FATOU GNING

REDACTION

NDEYE MARIAMA KOBAR SALEH, ANTA CISS, CHEIKH

DIALLO, HABIB SY, ALY MANGASSA

El Malick : « L'Assemblée nationale poursuivra son travail avec détermination »



Le président de l'Assemblée nationale a adressé ses vœux de nouvel an au peuple sénégalais assurant que l'institution qu'il dirige continuera à œuvrer pour garantir la justice, la transparence et promouvoir un dialogue constructif. « En ce début d'année 2025, mes vœux les plus sincères vous accompagnent, nourris de l'espoir que notre nation continue de progresser sur le chemin d'une démocratie forte, juste et solidaire. L'Assemblée nationale, en tant que pilier fort de notre vie démocratique, poursuivra son travail avec détermination pour garantir la justice, la transparence et promouvoir un dialogue constructif. Mes pensées vont tout particulièrement à nos compatriotes les plus vulnérables. C'est avec conviction que je lance un appel à renforcer notre solidarité collective afin de relever ensemble les défis de notre époque. Je tiens également à adresser un message de paix et d'espoir à toute l'Afrique et aux régions du monde en proie aux conflits, avec l'aspiration profonde de voir la réconciliation et la stabilité triompher des divisions. À vous et à vos proches, je souhaite une année de paix, de succès et de belles réalisations, dans l'unité et l'espérance. Bonne et heureuse année à toutes et à tous », a écrit El Malick Ndiaye dans un post sur Facebook.

PROJET GTA SENEGAL MAURITANIE OUVERTURE OFFICIELLE DU 1ER PUITS DE GAZ



Le Sénégal et la Mauritanie ont franchi une étape historique avec le démarrage des opérations du projet Greater Tortue Ahmeyim (GTA). Les développeurs du projet, bp et Kosmos Energy, ainsi que la compagnie pétrolière nationale (NOC) sénégalaise Petrosen et la société mauritanienne des hydrocarbures (SMH), ont officiellement ouvert le premier puits du projet GTA, signalant ainsi le début des opérations techniques et une nouvelle ère de développement axé sur le gaz et la sécurité énergétique en Afrique de l'Ouest.

80ème anniversaire du massacre de Thiaroye : l'UNESCO rend un vibrant hommage aux héros de 44

L'UNESCO Dakar s'est associée aux commémorations du massacre de Thiaroye en organisant deux moments forts. Le premier a été une projection de "Le Camp de Thiaroye" le novembre dernier et qui a été placée sous le thème "Mémoire et Résilience". Une cérémonie qui a été marquée par le discours de Dimitri Sanga, directeur régional de l'UNESCO, qui a évoqué l'importance de la mémoire pour une paix durable et la place de l'Histoire générale de l'Afrique (HGA) dans un panafricanisme moderne. Un trophée a été remis au gagnant du Challenge vidéo créative, qui met en lumière la mémoire de Thiaroye à travers le regard des jeunes. Le deuxième moment fort a été le panel webinaire organisé le 13 décembre avec 264 participants, chercheurs, et jeunes engagés. Ce webinaire a été une occasion pour explorer les enjeux mémoriels liés à Thiaroye 44 et l'importance de l'histoire dans le militantisme et la créativité pour la jeunesse.

Crue du Fleuve Sénégal : le CSAR effectue une troisième mission d'assistance alimentaire en faveur des sinistrés

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire et à la Résilience (CSAR) poursuit son engagement sur le terrain avec une troisième mission d'assistance alimentaire et logistique dédiée aux sinistrés des inondations et des crues des fleuves Sénégal et Gambie. Les zones ciblées sont les départements de Dagona, Podor et Foundiougne. « Nos équipes, solidaires et dévouées, travaillent sans relâche pour accompagner les populations touchées. La distribution de vivres, le soutien logistique, et l'accompagnement des ménages éprouvés restent au cœur de nos priorités. Nous saluons la résilience remarquable des populations affectées, qui font preuve de courage face à ces épreuves, ainsi qu'au dévouement exemplaire de nos agents, mobilisés chaque jour pour apporter aide et réconfort. Le CSAR demeure déterminé à soutenir toutes les communautés dans cette situation difficile et à renforcer la résilience de notre nation face aux défis climatiques », lit-on dans un document rendu public.

Missions sur la voie publique : la DSP décharge les ASP



Conformément aux instructions de l'autorité, la Direction de la sécurité publique (DSP) a demandé de mettre un terme à l'emploi des Agents de Sécurité de Proximité (ASP) dans les missions de régulation de la circulation, de contrôle des véhicules ainsi que dans toutes les autres missions sur la voie publique. Cette mesure prend effet à compter de la date de signature de la note de service datée du 31 décembre.

Administration douanière : hausse de 13 % des droits de douane et taxes en 2024

Les droits de douane et les taxes payés par les déclarants à l'administration douanière sénégalaise en 2024 s'élèvent à 1.613 milliards de francs Cfa en 2024, contre 1.426,6 milliards en 2023, soit une hausse de 13 %, a-t-on appris mercredi de la Direction générale des douanes (DGD). « En 2024, les liquidations douanières se chiffrent à 1.613 milliards, contre 1426,6 milliards en 2023. Il en ressort une progression de 186,4 milliards en valeur absolue et 13 % en valeur relative », indique, selon l'APS, une fiche des réalisations douanières reçue de la DGD.

DISCOURS À LA NATION

Les grands chantiers du Président Bassirou Diomaye Faye



Lors de son adresse à la Nation le 31 décembre 2024, le président Bassirou Diomaye Faye a annoncé plusieurs chantiers pour l'année 2025. Il a affirmé sa volonté de promouvoir la justice et la paix, notamment en Casamance. Il a également annoncé une généralisation de la déclaration de patrimoine à tous les agents de la fonction publique. Le chef de l'Etat a aussi déclaré avoir pris un nouveau décret visant à donner plus de place à l'opposition, à la société civile, aux syndicats et à l'Ordre national des experts au sein du Comité d'orientation stratégique du pétrole et du gaz, entre autres projets.

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a prononcé son discours à la mission ce mardi 31 décembre 2024. Après avoir présenté ses vœux à ses compatriotes, il a, d'emblée, rappelé que l'une de ses priorités reste la paix définitive en Casamance. "Il ne saurait y avoir de véritable progrès sans une paix durable. C'est pourquoi l'une de mes priorités reste la paix définitive en Casamance. C'est un impératif pour permettre à tous les projets de développement, portés par la Vision Sénégal 2050 dans le Pôle Économique Sud de voir le jour. Dans cette perspective, j'ai initié le Plan Diomaye pour la Casamance (PDC), afin d'accompagner le retour des populations déplacées et de soutenir le processus de paix en Casamance", a fait savoir le chef de l'Etat. Poursuivant, il est revenu sur les grandes orientations du programme du gouvernement: "chaque foyer sénégalais aspire à de meilleures conditions de vie, à une justice sociale accrue et à la certitude que l'État sert véritablement l'intérêt général. C'est pour répondre à cette légitime aspiration que le Premier Ministre, Monsieur Ousmane Sonko, à qui je réitère ma confiance absolue, a présenté devant l'Assemblée nationale sa Dé-

claration de Politique Générale. Il y a détaillé les grandes orientations de notre programme de gouvernement, adossé à l'Agenda National de Transformation – Sénégal 2050, pour redresser le pays et replacer le citoyen au cœur de l'action publique", a-t-il déclaré rappelant que c'est dans ce même esprit que le régime a choisi la concertation et la consultation comme fil conducteur de sa gouvernance afin de faire de chaque citoyen un acteur décisif de la rupture et de de la construction nationale. "Les Assises de la Justice et les Etats généraux du Transport ou de l'Industrie, déjà tenus, en témoignent éloquemment. Cette démarche se poursuivra à travers les Assises nationales des Daaras et les concertations sur l'Enseignement supérieur ainsi que dans d'autres secteurs, pour renforcer l'adhésion et la participation de tous", a-t-il rappelé.

Par ailleurs, Bassirou Diomaye Faye annonce qu'au courant du premier trimestre de 2025, le Gouvernement lancera la plateforme Ligeeyal sa reew, "qui permettra à chaque Sénégalais, d'ici comme de la diaspora, de déposer sa candidature aux postes publics en compétition ou de proposer des projets et opportunités d'investissement". Dans ce sens, il déclare avoir déjà instruit le Bureau Organisation et Méthode, de travailler à l'identification des postes clefs devant être mis en compétition, de proposer des modèles types de fiches de postes et des règles d'organisation et de fonctionnement du comité de sélection des candidats qui me seront soumis, au bout du processus, pour nomination.

"Il nous appartient de le dérouler avec rigueur, fidélité et dévotion"

Lors de son adresse à la Nation, le chef de l'Etat a rappelé que malgré les défis et les incertitudes de 2024, "cette année charnière aura surtout été marquée par l'expression d'aspirations majeures défendues au prix de grands sacrifices, par la vigueur de la raison démocratique et par l'émergence de perspectives porteuses d'espoir". En effet, il ne manquera pas de rappeler avoir décrypté le message des urnes: "le 24 mars 2024, vous m'avez largement accordé votre confiance, m'offrant ainsi le suprême honneur de présider aux destinées du peuple Sénégalais. Dans une logique démocratique et

une belle cohérence électorale, vous avez confirmé et parachevé votre choix, dans les urnes, le 17 novembre dernier, en nous confortant d'une majorité parlementaire incontestable. Le mandat populaire est ainsi clair et sans équivoque. Il nous appartient de le dérouler avec rigueur, fidélité et dévotion. Je m'y engage", a-t-il promis avant d'ajouter: "à cet instant solennel, je voudrais rendre grâce à Dieu et remercier le vaillant peuple sénégalais pour sa grande maturité démocratique saluée et reconnue dans le monde entier. Pour ma part, j'ai minutieusement décrypté ce puissant message venu du fond des urnes: dans leur grande majorité, les sénégalais nous ont "prêté" les clés pour ouvrir les portes du changement systémique ainsi que les fenêtres de la transformation nationale, dans la droiture, la probité et l'exemplarité jub, jubal, jubbanti".

C'est dans cette logique qu'il annonce avoir pris un nouveau décret organisant le Comité d'Orientation stratégique du Pétrole et du Gaz (COS-PETROGAZ) pour y donner plus de place à l'opposition, à la société civile, aux syndicats et à l'ordre national des experts. "J'entends ainsi garantir une exploitation optimale et transparente des ressources pétrolières et gazières au profit de l'économie nationale, et des générations actuelles et futures", a-t-il souligné.

"Aucune rupture n'est possible dans un environnement de corruption endémique"

Dans son allocution, Bassirou Diomaye Faye a évoqué l'importance de la lutte contre la corruption pour permettre un changement systémique: "force est de reconnaître, qu'aucun changement, aucune rupture n'est possible dans un environnement de corruption endémique. Si nous voulons le changement, nous devons résolument être prêts à nous réformer nous-mêmes, dans nos comportements face au bien public, et dans notre manière de servir la collectivité", a-t-il fait savoir avant de préciser qu'au-delà de la modification de la loi portant statut général de la fonction publique, 4 lois sur la transparence et la bonne gouvernance seront soumises à la représentation nationale. Elles portent sur la protection des lanceurs d'alerte, la réforme de l'organe de lutte contre la corruption, l'accès à l'informa-

tion et la déclaration de patrimoine. Concernant la déclaration de patrimoine, le Président annonce qu'elle sera généralisée à tous les agents de la fonction publique, sans exception, ainsi qu'à tous les postes électifs ou nominatifs impliquant une gestion budgétaire, quelle qu'en soit l'importance. "Les modalités de publicité et de mise à jour des déclarations souscrites seront définies par la loi", a-t-il dit.

"Des concertations sur notre système politique se tiendront"

Bassirou Diomaye Faye a, dans son discours à la Nation, annoncé des mesures pour mieux rapprocher l'Etat des citoyens: "Je suis pleinement conscient des difficultés que les Sénégalais ont traversées ces dernières années. C'est pourquoi, face à la vie chère et malgré une conjoncture économique plus que difficile, dès les premières semaines de mon mandat, le gouvernement a pris des mesures concrètes pour soutenir les producteurs locaux et réduire le prix des denrées de premières nécessités.

D'un autre côté, les réformes institutionnelles en cours avec la suppression du Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) et du Haut Conseil des Collectivités territoriales (HCCT) se poursuivront au courant de l'année 2025. Le comité restreint que j'ai déjà mis en place pour l'identification des lois et décrets à prendre ou à abroger est à pied d'œuvre pour matérialiser les consensus forts issus des assises de la Justice", a-t-il souligné.

Par ailleurs, il fera savoir que "l'inflation notée des partis politiques, favorisée par une application trop laxiste des textes en vigueur, a conduit à une fragmentation excessive et une inflation préoccupante, préjudiciable à une respiration démocratique de qualité". Dans ce sens, il déclare que dans un avenir proche, "des concertations sur notre système politique se tiendront dans le but d'y apporter plus de lisibilité, plus de transparence et plus de rationalisation". Toutes ces réformes comme d'autres, fait-il remarquer, "visent uniquement à rapprocher l'État des citoyens, à mieux prendre en charge leurs aspirations et à asseoir les bases d'un Sénégal fier de ses valeurs et intransigeant sur sa souveraineté".

"Tous les amis du Sénégal seront traités comme des partenaires stratégiques"

La diplomatie, la coopération et la commémoration des tirailleurs sénégalais ont également été au cœur du discours du chef de l'Etat: "la diplomatie sénégalaise, fidèle à sa doctrine, continuera à promouvoir les idéaux de paix et de justice tout en apportant sa solidarité agissante et son soutien actif aux peuples opprimés du monde", a-t-il fait savoir précisant que "tous les amis du Sénégal seront traités comme des partenaires stratégiques, dans le cadre d'une coopération ouverte, diversifiée et décomplexée". D'ores et déjà, il annonce avoir instruit le Ministre des forces armées "de proposer une nouvelle doctrine de coopération en matière de défense et de sécurité, impliquant, entres autres conséquences, la fin de toutes les présences militaires de pays étrangers au Sénégal, dès 2025".

"Prenons le temps de nous regarder dans le miroir de notre histoire et de nos valeurs, pour nous rappeler qui nous sommes, d'où nous venons et où nous aspirons à aller. Au-delà des réformes et des politiques, arrêtons-nous un mo-

ment pour évoquer, en profondeur, ce qui nous unit. Cette exigence d'unité et de fraternité quasi existentielle pour bâtir l'avenir que nous voulons, nous rappelle l'importance de cette communion nationale autour de la même flamme de l'espoir, de la solidarité et du vivre-ensemble", a fait savoir Bassirou Diomaye Faye.

"C'est dans un esprit d'humilité et de détermination que nous construisons, pierre après pierre, le Sénégal que nous voulons. Cette œuvre exige la mobilisation de toutes les énergies et s'appuie sur un esprit de solidarité, de tolérance, de don de soi et de dépassement.

Des épreuves les plus dures de l'esclavage, aux luttes contemporaines pour l'indépendance et la démocratie en passant par la colonisation, nous avons démontré, avec constance, une résilience inébranlable", a-t-il ajouté avant préciser que c'est dans cet esprit et par devoir de mémoire, de vérité et de justice, que le Sénégal a commémoré, pour la première fois l'anniversaire du massacre de Thiroye. "Nous avons voulu, d'une part, rendre hommage aux victimes et graver leur mémoire dans notre conscience collective. Et, d'autre part, jeter les bases de la restauration de la vérité historique sur cet épisode tragique de notre histoire", a-t-il expliqué. "La même dette morale nous engage, aussi envers les victimes des événements survenus entre mars 2021 et février 2024 et leurs familles. Nous ne pouvons rechercher la vérité sur des faits survenus il y a 80 ans et accepter l'omerta sur les événements tragiques vécus ces quatre dernières années. Ce faisant, il ne s'agira pas d'une revanche à prendre, mais d'une justice à rendre aux victimes et à leurs familles, de les apaiser, et de réaffirmer la sacralité de la vie humaine", a-t-il renseigné.

Les dérives et les messages de haine dans les réseaux sociaux ont été également évoqués par le chef de l'Etat dans son message à la Nation. "Grande est ma préoccupation quant à la montée du communautarisme et des discours de haine qui se propagent parfois dans les médias traditionnels et très souvent dans les réseaux sociaux. Ces dérives nourrissent la division et fragilisent ce socle commun que nous avons patiemment édifié: la cohésion sociale et la stabilité qui sont l'âme même de notre Nation", a-t-il fait remarquer. "Nous devons tous prendre conscience que le Sénégal souverain, juste et prospère que nous travaillons à matérialiser pour le bien de tous, ne verra le jour que dans l'unité. Conscients de ce que nous sommes un peuple en compétition avec les autres, entretenons le culte du travail bien fait et de l'excellence, afin de prouver au monde, par des réalisations concrètes, que le Sénégal a les ressources humaines de qualité pour accomplir de grandes choses", a-t-il ajouté avant d'encourager la jeunesse sénégalaise à développer ses talents, à innover et à s'ouvrir au monde tout en restant "ancrés dans leurs valeurs". "Votre énergie et votre détermination sont les véritables moteurs de notre pays. Le gouvernement sera à votre écoute et à vos côtés pour vous soutenir et vous aider à vous réaliser, à être utiles à vous-mêmes, à vos familles et à votre pays. Ensemble, prouvons que le Sénégal est une terre de promesses et de possibles et édifions un Sénégal uni, souverain, juste et prospère pour les générations actuelles et futures", a fait savoir Bassirou Diomaye Faye.

Mariama Kobar Saleh

KHALIFA SALL

« 2025 doit être l'année où le Sénégal se remet au travail... »

Le leader de Taxawu Sénégal a adressé aux Sénégalais ses vœux de nouvel an. Evoquant les élections de mars et novembre 2024, Kalifa Sall a magnifié la grandeur du peuple qui a su se hisser à la hauteur des enjeux. L'ancien maire de Dakar estime que ces événements engagent les acteurs de tous bords à approfondir la démocratie et à consolider les institutions de la République afin de garantir un processus électoral inclusif et transparent et un mode de dévolution pacifique du pouvoir. En effet, il exhorte les pouvoirs publics à respecter les lois et les libertés fondamentales dont les violations, insidieuses et flagrantes, fragi-

lisent, selon lui, la cohésion nationale et entament la confiance des citoyens à l'endroit des institutions. Ainsi, 2025 doit être, selon lui, l'année où le Sénégal se remet au travail pour relancer les secteurs de production, soutenir les entreprises, lutter contre le chômage des jeunes, d'un mot pour redresser notre économie.

« Mes chers compatriotes, au seuil de cette nouvelle année, j'adresse mes vœux les plus chaleureux à chacune et à chacun. Que 2025 soit pour vous tous une année d'accomplissement personnel, d'harmonie familiale et de réussite professionnelle. J'ai une pensée pieuse pour nos parents et proches disparus, ces êtres chers qui, hier encore, illuminaient notre existence par leur présence. Puisse leur âme trouver dans l'éternité le repos et la miséricorde divine. À ceux qui souffrent de maladie, à ceux que les difficultés de la vie

éprouvent, à ceux qui vivent dans l'isolement, j'exprime ma solidarité en souhaitant que cette année nouvelle leur apporte rétablissement et espérance », a déclaré d'emblée le président de Taxawu Sénégal.

Evoquant les deux dernières joutes électorales, Khalifa Sall affirme que les scrutins de mars et novembre 2024 resteront gravés dans l'histoire démocratique de notre pays. « Une fois encore, le peuple sénégalais, fidèle à sa réputation, a su être à la hauteur des défis pour préserver notre modèle démocratique. Malgré les insuffisances observées dans le processus électoral, la résilience et l'engagement de nos concitoyens ont été décisifs pour traverser tant bien que mal cette période parmi les plus troubles de notre histoire. Les événements passés nous engagent à approfondir notre démocratie et à consolider les institutions de la République afin de garantir un processus électoral inclusif et transparent et un mode de dévolution pacifique du pouvoir. Ces événements soulignent la nécessité pour les pouvoirs publics de respecter les lois et les libertés fondamentales dont les violations, insidieuses et flagrantes, fragilisent



la cohésion nationale et entament la confiance des citoyens à l'endroit des institutions. Les épreuves traversées ensemble et les expériences vécues doivent servir afin que les victimes d'hier ne se transforment pas en bourreaux d'aujourd'hui », a-t-il exhorté.

Passé le temps de l'élection, l'ancien maire de la capitale estime que 2025 doit être l'année où le Sénégal se remet au travail pour relancer les secteurs de production, soutenir les entreprises, lutter contre le chômage des jeunes, d'un mot pour redresser notre économie. Cette nouvelle année doit être également, selon lui, l'année pour engager, dans le cadre de concertations inclusives, les ré-

formes des services publics de l'éducation et de la santé, pour libérer l'énergie et le talent de notre jeunesse pour garantir une répartition équitable des ressources. « En 2025, le Sénégal continuera à écrire son histoire, cette histoire portée avec fierté par notre peuple et héritée des anciens dont le sens du sacrifice fonde notre vivre ensemble. Cette unité nationale doit être préservée à tout prix. Elle doit rester le phare qui illumine notre pays qui, puisant dans le génie de son peuple, trouvera la force nécessaire pour surmonter les épreuves du temps présent et tracer le chemin d'un avenir radieux pour tous », a-t-il conclu.

Ndéye Fatou Gning

ZAHRA IYANE THIAM SUR LE DISCOURS A LA NATION DE BASSIROU DIOMAYE FAYE

« Le chef de l'Etat renouvelle son allégeance absolue au Premier ministre »

L'ancienne ministre de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire a disséqué l'adresse à la Nation du président de la République. Et c'est pour y déceler d'énormes failles qui ne sont pas de bon augure. En effet, elle estime que le discours de Bassirou Diomaye Faye ressemble à un renouvellement d'allégeance à son Premier ministre comme si les rôles étaient inversés. Zahra Iyane Thiam s'est aussi insurgée contre l'appropriation faite

par le chef de l'Etat de la commémoration du massacre de Thiaroye. Sur un autre registre, elle a estimé que le Président n'a fait que réitérer ses promesses déjà faites au peuple.

Zahra Iyane Thiam est scandalisée par la posture du président de la République qui ne semble pas vouloir assumer sa fonction. « Je ne sais pas quelle est sa vision et ce qu'il va faire pour le développement socio-économique du Sénégal. Il nous donne simplement une leçon. Je suis désolé. Le plus grave, c'est que le chef de l'Etat semble plonger vers une rupture avec la fonction de Président. Il dit être conscient que les Sénégalais lui ont largement accordé une confiance suprême et lui ont fait l'honneur de présider aux desti-

nées du Sénégal. On remarque dans ce discours, qu'il renouvelle son allégeance absolue au Premier ministre. C'est sans précédent. Je n'ai jamais entendu dans un discours adressé à la nation du chef de l'Etat, qu'il puisse réitérer son allégeance absolue à son Premier ministre. C'est comme si nous assistions au discours d'un Premier ministre », a-t-elle martelé.

Elle a aussi dénoncé le fait que le chef de l'Etat s'approprie la commémoration du massacre de Thiaroye alors que c'est devenu une tradition républicaine dans pays. « Nous nous rendons également compte qu'il existe des contradictions. Il y a des faits qui sont transgressés ou déformés. Quand le Président dit, par exemple, que la commémoration de Thiaroye 44 c'est lui, il y a un problème. En effet, Thiaroye 44 a toujours été célébré dans notre pays. Quand il



dit qu'il va édicter la déclaration de patrimoine à tous les agents, je pense que c'est une mesure populiste. Mais de toute façon, nous verrons ce qui va se passer », a-t-elle soutenu.

En ce qui concerne sa vision pour le Sénégal, Zahra Iyane Thiam estime que le Président n'a fait que rappeler, dans son discours, des promesses qu'il a faites et qu'il va

falloir attendre leur matérialisation. « C'est comme l'appel à candidature, la mise en œuvre des recommandations du ministère de la Justice. Il a fait une déclaration devant les États généraux des transports et de l'industrie et annonce une concentration totale. Cela signifie que nous ne sommes pas encore sorti de l'ornière », a-t-elle déclaré.

Ndéye Fatou Gning

LIMOGEAGE DE CHEIKH OUMAR DIAGNE

Mankoo Mucc exprime sa satisfaction et sursoit au dépôt de sa pétition



Le mouvement Mankoo Mucc a salué le limogeage du Directeur des Moyens Généraux de la Pré-

sidence. Une destitution qui intervient suite à des propos polémiques de Cheikh Oumar Diagne traitant les

tirailleurs sénégalais de « traîtres ». Babacar Gaye a ainsi décidé de surseoir au dépôt de la pétition qu'il avait initiée pour réclamer sa révocation. Le mouvement a également mis en garde toute personne qui serait tentée de s'inscrire dans cette posture anti-républicaine, et reste vigilant pour la suite à donner à cette affaire.

Par décret n° 20243559 du 30 décembre 2024, le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a nommé Papa Thione Dieng

au poste de Directeur des Moyens Généraux à la Présidence de la République, en remplacement de Cheikh Oumar Diagne. M. Dieng est titulaire d'un DEA en Économie et d'un DSC. Son expertise en gestion des ressources économiques et comptables sera ainsi mise au service de la Présidence pour une gestion optimale des moyens nécessaires à son fonctionnement. « Cette décision intervient après une vive polémique née des propos de M. Diagne, qui avait qualifié les Tirailleurs sénégalais de « traîtres ». Ce n'est pas la première fois qu'il déclenche une controverse : il avait également affirmé que les écrits de certains éminents savants ne sont pas parfaits et peuvent être améliorés, soutenant qu'il n'existe rien sur terre qui ne soit susceptible d'être amélioré, y compris les écrits », lit-on dans le communiqué parvenu à L'Indépendant.

« Au nom du mouvement Mankoo Mucc qui avait lancé la péti-

tion pour son limogeage et son bannissement de toute fonction publique, je voudrais très sincèrement remercier, le président de la République, Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar Faye pour cet acte de haute portée républicaine. Par conséquent, le point de presse et le dépôt de la pétition, qui a dépassé l'objectif fixé (1000 signataires), n'ont plus d'objet. Nos remerciements à tous ceux qui ont accepté de mener ce noble combat pour la dignité des Tirailleurs », a déclaré M. Gaye.

Cependant, le mouvement Mankoo Mucc met en garde toute personne qui serait tentée de s'inscrire dans cette posture anti-républicaine, et reste vigilant pour la suite à donner à cette affaire. « Il reste aussi déterminé à veiller à la sacralité de nos Institutions, au respect de l'Etat de droit et de nos chefs religieux, ainsi qu'à la sauvegarde de notre Nation, sans considération partisane ou politique », conclut le texte.

Ndéye Fatou Gning

FRUSTRATIONS AU SEIN DU PDS

Karim Wade invite toutes les forces libérales autour de l'essentiel



Dans un message adressé à ses militants, à l'occasion du nouvel an, Karim Wade déclare avoir compris la frustration de certains responsables du Parti démocratique sénégalais à l'issue des dernières élections. Ce dernier invite ainsi tous ses militants autour de l'essentiel: se rassembler, et élargir leurs bases pour reconstruire le PDS "avec une énergie renouvelée". Pour arriver, il lance un appel aux responsables libéraux qui se sont éloignés du parti à y reprendre leur place.

Karim Wade a adressé à ses militants du Parti Démocratique Sénégalais, ses vœux de nouvel an.

"Au moment où nous tournons la page de l'année 2024, je vous adresse mes vœux les plus sincères et les plus chaleureux, que vous soyez présents sur le territoire national ou dans la diaspora. Je souhaite de tout cœur que cette année 2025 vous apporte la santé, la paix et l'espoir d'un avenir meilleur", a-t-il fait savoir avant de rassurer ces derniers quant à la situation difficile que traverse le parti.

"L'année qui s'achève a été particulièrement éprouvante pour notre parti. Les élections législatives anticipées du 17 novembre, bien en deçà de nos attentes, ont laissé un sentiment de frustration et de désarroi chez beaucoup d'entre vous. Je comprends votre frustration, mais, à l'image de son passé glorieux, notre grand parti saura surmonter cette épreuve. Faut-il rappeler que j'ai moi-même subi durant de longues années les foudres du régime précédent", a-t-il souligné. Pour le fils de Me Abdoulaye Wade, "le PDS a constamment affiché une résilience admirable". "Loin de nous abattre, cette épreuve doit nous pousser à nous remettre en cause, à nous rassembler, à élargir nos bases pour reconstruire le PDS avec une énergie renouvelée", a-t-il soutenu.

Karim Wade rappelle, dans son message, que le Parti Démocratique Sénégalais, "sous la conduite visionnaire du Président Abdoulaye Wade, a toujours été un symbole de résilience et de progrès". "Notre parti, né des aspirations démocratiques et libérales du peuple sénégalais, a traversé bien des épreuves et a su en sortir plus fort. Aujourd'hui encore, nous sommes appelés à nous relever, à tirer les

leçons de nos erreurs et à édifier un avenir à la hauteur de nos ambitions", a fait savoir Karim Wade qui promet que la formation politique qu'il dirige a la vocation d'être à nouveau la force politique centrale du Sénégal: "j'y prendrai ma part pour qu'il redevienne un parti fort, uni, et prêt à assumer pleinement les responsabilités du pays", a-t-il fait savoir rappelant que leur priorité consiste à rassembler toutes les forces libérales. Dans cette perspective, il invite toutes celles et tous ceux qui, se sont éloignés du parti à y reprendre leur place. "Nous devons dépasser nos divisions et travailler ensemble au service d'un projet commun", a-t-il précisé. "Chères militantes et chers militants, vous êtes la force vive du PDS. Je vous suis reconnaissant de votre détermination indéfectible, même dans l'adversité. Soyez convaincus que, grâce à votre fidélité et à vos sacrifices, nous mènerons le PDS vers la victoire. En ce début d'année, je vous invite à renouveler votre engagement au service de notre parti et de notre pays. L'avenir du Sénégal se joue maintenant, et le PDS a un rôle essentiel à tenir pour offrir à nos concitoyens une alternative crédible, moderne et ambitieuse. Ensemble, retrouvons l'enthousiasme. Je vous souhaite à toutes et à tous ainsi qu'à vos proches une excellente année 2025", a-t-il invité avant de terminer son message sur une note d'espoir: "que cette nouvelle année soit celle de la renaissance pour notre parti, celle de la réussite pour notre pays, celle du bonheur pour chacune et chacun de vous", a-t-il conclu.

Mariama Kobar Saleh

INDEMNISATION DES VICTIMES DES MANIFESTATIONS PRE-ÉLECTORALES

Les précisions du gouvernement



Le porte-parole du gouvernement a apporté des clarifications dans l'affaire des fonds alloués aux victimes des violences pre-électorales qui secoue le camp présidentiel. Moustapha Sarré annonce, dans la foulée, que la somme de 108 millions a déjà été encaissée par le biais de la Déclaration générale à la protection sociale et à la solidarité nationale.

Une polémique est née après l'annonce des fonds dégagés par le régime en place dans le but de venir en aide aux victimes des violences pre-électorales. En effet, le porte-parole du gouvernement, à travers un communiqué, a apporté des éclaircissements sur ces fonds. Moustapha Sarré précise que "le gouvernement de la République du Sénégal informe la population qu'il a inscrit, dans le projet de Loi des Finances Rectificative 2024, adopté par l'Assemblée nationale le 28 décembre 2024, un montant de 5 milliards de FCFA. Ces fonds sont destinés à soutenir les ex-détenus et autres victimes de la période pré-électorale allant du 1er février 2021 au 25 février 2024.

Les ressources seront affectées en tenant compte des critères proposés par le A l'en croire, ce Comité interministériel est institué par arrêté du Ministère de la Famille et des Solidarités, N°17 450 MFS/SG/CAJ du 30 juillet 2024.

"En attendant la disponibilité effective de ces fonds, le Ministère de la Famille et des Solidarités a mobilisé les ressources de la Délégation générale à la Protection sociale et à la Solidarité nationale (DGPSN), en vertu de la Loi de Finances Initiale 2024". Dans ce sens, il soutient que "cette action vise à prendre en charge les soins médicaux des personnes blessées lors des manifestations politiques durant la période mentionnée". Dans le communiqué, le porte-parole du gouvernement renseigne que "grâce à cette initiative proactive et par anticipation, les cas d'extrême urgence (blessés et traumatismes graves) ont pu être traités". "À ce jour, le montant alloué pour la gestion de cent douze (112) dossiers médicaux validés par ledit Comité sur la base de justificatifs disponibles à la DGPSN s'élève à cent huit millions (108 000 000) de FCFA, avec une mise à jour effectuée le 10 décembre 2024", a-t-il fait savoir.

Mariama Kobar Saleh

MESSAGE À LA NATION

Thierno Bocoum invite le président de la République à matérialiser son attachement à la paix et la stabilité par des actes

Après le message du président de la République aux sénégalais à l'occasion du nouvel an, le président du mouvement Agir a émis des critiques mais également salué certains points du discours. Thierno Bocoum qui trouve que la paix revient comme une chanson dans les différents discours du président, l'invite à traduire son attachement à ce concept en actes.

Thierno Bocoum a décrypté le discours à la Nation du Président Bassirou Diomaye Faye sur sa page Facebook. "Suite à votre adresse à la nation de ce 31 décembre 2024, nous notons que vous saviez donc que vous n'aviez pas besoin de loi pour un appel à candidature aux postes nominatifs", a indiqué le président du mouvement Agir dans ce message inutile. "Monsieur le président, à ce rythme, vous serez un champion des déclarations d'intentions". "Pourquoi n'aviez-vous pas procédé à cet exercice dès le début de votre mandat et ainsi, respecter vos promesses de campagne ?", a-t-il demandé avant d'embrayer :

"votre idée de plateforme 'Li-geeyal Sa Reew', est une bonne option mais ceux qui sont déjà nommés vont-ils être limogés pour permettre aux plus méritants de prendre service ? Où ces derniers devront attendre ?".

Thierno Bocoum d'interpeller le président de la République sur la matérialisation en actes de son attachement à la stabilité et à la paix : "Monsieur le président Bassirou Diomaye Faye, votre attachement à la paix et à la stabilité est à saluer. Cela revient comme une chanson dans vos différents discours. Votre adresse à la nation de ce 31 décembre n'est pas une exception. Qu'en est-il de votre attachement à le matérialiser par des actes ?", a-t-il souligné.

Dans son message, le président du mouvement Agir s'interroge sur la confiance que le Président Faye dit avoir renouvelé au Premier ministre Ousmane Sonko non sans rappeler les violences qui ont émaillé les élections législatives de novembre dernier. "À la veille des élections législatives, vous l'aviez exprimé avec force, mais c'est la tête de liste de Dakar de votre parti qui a demandé que des machettes et des couteaux soient utilisés.



Qu'en est-il de l'attaque du siège de "Sàmm Sa Kàddu" suite à cette malheureuse déclaration ?

C'est aussi votre Premier ministre qui avait demandé à envahir la maison d'un candidat tête de liste en l'occurrence Barthelemy Dias et à attaquer le convoi de "Sàmm Sa Kàddu" exposant ses leaders à la violence de ses partisans.

Était-ce avec votre onction, lui qui a votre "confiance totale" ?", s'est-il enquis.

Sur l'intention du chef de l'Etat d'ouvrir le Comité d'organisation stratégique du pétrole

et du gaz à une diversité d'acteurs, notamment ceux issus de la société civile et de l'opposition, M. Bocoum semble rester sur sa faim: "votre volonté de transparence en donnant plus de place à l'opposition, à la société civile, aux syndicats et à l'Ordre national des experts dans le Comité d'orientation stratégique du pétrole et du gaz (COS PETROGAZ) est une bonne chose.

Cependant, Monsieur le Président pourquoi avoir logé le fonds intergénérationnel à la présidence de la République alors que la loi n°2022-09 en-

cadrant la répartition et la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures prévoit sa gestion par le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques du Sénégal (FON-SIS S.A.) ? Et le Décret n° 2024-153 avait, en conséquence, déjà fixé les modalités de gestion et d'administration du FIG. Comment expliquer une telle mesure dans un souci de transparence exprimé ?", a-t-il argumenté. Toutefois, il encourage le président de la République dans sa décision concernant la fermeture des bases militaires étrangères. "M. Le président de la République, nous vous encourageons pour la décision de fermeture des bases militaires étrangères dès 2025. C'est une question de souveraineté non négociable", s'est-il félicité avant d'attirer l'attention du chef de l'Etat sur le fait que le nom "Plan Diomaye pour la Casamance" ne soit pas approprié dans une République. "Même si l'idée est bonne, personnaliser le nom d'un plan jure avec le principe de la continuité de l'Etat. La forme étatique du pouvoir politique est une forme impersonnelle dans laquelle le pouvoir politique est conçu comme distinct de celui qui l'exerce", a-t-il souligné.

Mariama Kobar Saleh

Mamadou Ly, un bloc digital d'infos

À lui seul, Mamadou Ly s'est fait l'écho des bruits du monde. Il est devenu une personne-institution...

C'était un 9 décembre 2021. Trois ans que je suis abonné à « Ma revue de presse ». Trois ans à m'émerveiller devant le dévouement de Mamadou Ly, à me nourrir du fruit de ses efforts matinaux et à m'interroger sur cette promesse quotidienne.

Ma revue de presse: un intitulé modeste mais une expérience unique et multiforme. Chaque jour, cher ami, tu offres gratuitement, en temps réel, des informations à plus de 25 000 personnes au Sénégal et dans le monde entier, via la plateforme WhatsApp.

Ce travail révèle une humilité rare, une générosité sans borne et un respect quasi-sacré pour l'information dans toute sa diversité. Ton œuvre parle d'elle-même. Ton excellence éditoriale est saluée de tous: ton indépendance d'esprit est illimitée, ton honnêteté constatée et ta rigueur notée.

Chaque matin, alors que le silence de la nuit persiste, tu ouvres les volets de l'information. À titre d'exemple, ce lundi 9 décembre 2024, à 3h37, tu postais ton premier message: « Salam Sénégal, agréable journée et excellente santé. Dieu veuille sur nous. » >> Alors que beaucoup dormaient encore, toi, tu envoyais déjà plus de

100 contenus d'un coup. Entre la prière de l'aube et ta mission essentielle d'informer, tu exécutes un rituel presque sacré: collecter, trier, traiter et transmettre.

De Dakar à Paris, de New York à Marrakech, de Libreville à Doha, ton travail résonne, raisonne, informe et transforme. À toi seul, tu incarnes le monde.

Avec une générosité qui défie toute logique commerciale, tu diffuses chaque jour plus de 300 blocs d'informations fiables. Des actualités chaudes et immédiates – politique, économie, santé, géopolitique, sport, culture, littérature – jusqu'aux avis de décès et à la météo. Rien n'est insignifiant entre

tes mains. Tu donnes tout, Mamadou, sans jamais rien demander, sans jamais rien dire, sans jamais rien médire. Pas une exigence, pas une réclamation: seulement une offrande quotidienne et gratuite pour nous, tes 25 000 abonnés.

Et c'est là que je ne suis plus à l'aise. Comment pourrais-je continuer à profiter de ton travail colossal sans te rendre ce qui te revient de droit? Il y a dans ton labeur, une noblesse de classe qui mérite bien plus que des louanges: elle appelle une reconnaissance infinie et un geste concret.

Que le Seigneur t'accorde une santé robuste et une longévité éclatante. Que tes jours soient illuminés par la reconnaissance que tu mérites et que ton œuvre demeure un phare dans la nuit, éclairant

des milliers – et bientôt des millions de personnes.

Avec toute mon admiration fraternelle,

Dr. Cheikh Omar Diallo
Président de l'École d'Art Oratoire et de Leadership (EAO-Afrique)

P.S. À tous les abonnés de Ma revue de presse: imaginons un instant que nous donnions à Mamadou Ly 5 000 FCFA par mois une somme modique, un geste symbolique. Alors, passons à la caisse, mes ami(e)s, car Mamadou ne nous donne pas seulement des faits. Il glisse chaque jour le Sénégal et le monde entier dans nos smartphones. Cela, mes amis, n'a pas de prix !

Ma revue de presse, Mamadou Ly, l'homme de l'année

(Par Papa Samba Badji)

L'histoire est une longue succession d'actes collectifs ou individuels.

Des héros qui mènent leur peuple sur le chemin de la liberté et de la dignité.

Tel Spartacus marchant sur Rome avec son armée d'esclaves, ou Gandhi dénonçant par la non-violence le scandale de la colonisation ou Cheikh Anta Diop, par ses écrits, faisant se redresser la tête aux peuples africains longtemps brimés.

Il est des moments où l'individu semble marcher sur des tessons de bouteille, heurte des portes closes, entend « halte là ! » à chaque pas posé, est dérouté par l'absurdité de sa condition et est abimé par l'injustice et la misère sociale.

Malgré la fin des idéologies, quand ces moments sombres envahissent le monde, il se trouvera toujours un homme pour se dresser contre l'insoutenable.

La lumière jaillira de tout son

être, belle et limpide comme des vers célestes.

Que serait l'Homme sans cette lumière, qui lui fait prendre conscience de sa situation et l'aider à prendre position ?

Voilà Mamadou Ly, voilà cette petite lumière qui, à travers la plateforme Ma revue de presse, pousse délicatement le citoyen à se réveiller de son sommeil et à prendre par lui-même les bonnes décisions.

Depuis plus d'une décennie, Mamadou Ly met à la disposition des citoyens, une information plurielle.

Pas seulement des titres de journaux, mais des informations d'une importance capitale, que certainement, au nom de l'arnaque de la « raison d'État », certains voudraient ne pas voir le citoyen en disposer.

Dès 4 heures du matin, Mamadou Ly met à la disposition de ses 25 000 abonnés les titres des journaux du jour et tout le long de la journée, des dépêches et des informations qui seraient certaine-

ment passées inaperçues.

Par la magie des transferts et des partages, des millions de citoyens en bénéficient.

Qu'est-ce qui fait courir Mamadou LY ?

Qu'est-ce qui le motive à s'investir autant dans un bénévolat devenu ringard dans un monde dirigé par le profit où tout est orienté par la recherche du gain facile ?

Eh bien, il est Rimbaud, Maïakovski, Jules Vallès, prêtant leur souffle à cet éternel refus d'accepter l'envahissement du monde par l'obscurité.

Il a fait mieux en étant impartial dans un univers où les antagonismes ont plombé les amitiés, détruit les humanités et mis en exergue très souvent les bestialités.

Mais comme le dit si justement Alain : « l'individu qui pense contre la société qui dort, voilà l'histoire éternelle, et le printemps aura toujours le même hivers à vaincre ».

Mamadou Ly aura toujours le même obscurantisme à vaincre. Et pareil au Phénix, il renaitra



toujours de ses cendres, afin d'éclairer le chemin des jeunes générations.

VOILÀ JE CONSIDÈRE MAMADOU LY COMME L'HOMME DE L'ANNÉE 2024

INTERNATIONAL

Le pape François appelle à l'annulation de la dette des pays les plus pauvres

Devant les fidèles réunis place Saint-Pierre pour le premier angélus de l'année, l'évêque de Rome a demandé à ce que l'année jubilaire qui a débuté à Noël puisse permettre d'annuler les dettes des pays les moins avancés. Une tradition pour l'Église catholique.

La question de la dette est un vieux sujet pour l'Église catholique. En 1967, dans son encyclique *Populorum Progressio*, Paul VI abordait le sujet en évo-

quant le développement des peuples.

Lors du dernier jubilé en l'an 2000, Jean-Paul II avait expliqué qu'annuler la dette des pays pauvres était « un but de civilisation et de progrès ».

La remise des dettes, « c'est Dieu qui la donne » a expliqué mercredi 1^{er} janvier le pape François après l'Angélus, rappelant la prière du Notre Père pour les chrétiens, mais pour François, l'année qui s'ouvre doit

pousser à l'action.

« Le Jubilé demande de traduire cette remise des dettes au niveau social, afin qu'aucune personne, aucune famille, aucun peuple ne soit écrasé par les dettes », a insisté le pape. « J'encourage donc les dirigeants des pays de tradition chrétienne à donner le bon exemple en annulant ou en réduisant autant que possible la dette des pays les plus pauvres »



SYRIE

Une délégation en Arabie saoudite pour sa première visite officielle à l'étranger



Une délégation comprenant deux ministres du gouvernement syrien de transition et le chef du renseignement est arrivée mercredi 1^{er} janvier à Riyad pour une première visite officielle à l'étranger des nouveaux dirigeants syriens.

Cette délégation conduite par les ministres des Affaires étrangères, Assaad al-Chibani, et de la Défense, Mourhaf Abou Qasra, et le chef des services de renseignement, Anas Khattab, effectue cette visite « à l'invitation du ministre saoudien des Affaires étrangères », a indiqué l'agence officielle Sana, citant une source de la diplomatie syrienne.

Assaad al-Chibani a déclaré qu'il espérait ouvrir « une nouvelle et brillante page » avec l'Arabie Saoudite à son

arrivée dans le royaume mercredi, pour sa première visite à l'étranger.

« Cette première visite dans l'histoire de la Syrie libre nous permet d'ouvrir une nouvelle page dans les relations syro-saoudiennes, à la hauteur de la longue histoire commune entre nos deux pays », a posté le chef de la diplomatie syrienne.

La diplomatie saoudienne a communiqué sur le réseau social X sur l'arrivée de la délégation.

En décembre, une source proche du gouvernement avait déclaré à l'AFP qu'une délégation saoudienne avait rencontré à Damas le nouveau dirigeant syrien Ahmed al-Charaa, chef du groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham.

LE ZIMBABWE ABOLIT LA PEINE DE MORT

Au Zimbabwe, la peine de mort est désormais abolie.

Le président Emmerson Mnangagwa a promulgué mardi 31 décembre une loi historique, interdisant cette sanction pour tous les crimes, avec effet immédiat. Cet élan abolitionniste était attendu depuis longtemps.

Le Zimbabwe n'avait plus procédé à des exécutions depuis 2005, grâce à un moratoire sur la peine de mort. Certes, les tribunaux continuaient de prononcer cette sentence pour des crimes comme le meurtre, la trahison ou le terrorisme. Mais

en 2022, entre zéro et trois exécutions seulement auraient été réalisées, selon Amnesty International.

L'organisation salue aujourd'hui « un grand pas en avant » pour le Zimbabwe, tout en appelant à aller plus loin : car, une clause permet encore d'appliquer la peine capitale en cas d'état d'urgence.

En pratique, environ 60 condamnés à mort verront leur peine commuée, selon la nature de leurs crimes, le temps passé dans le couloir

de la mort et leur comportement, rapporte le journal d'État *The Herald*.

Le président Emmerson Mnangagwa, opposé de longue date à la peine capitale, cite souvent son cas personnel : dans les années 1960, il avait été condamné à mort pour avoir fait exploser un train pendant la guerre d'indépendance. Sa peine avait ensuite été commuée à 10 ans de prison.

Le ministre zimbabwéen de la Justice a déclaré que l'abolition de la peine de



mort n'était pas seulement une réforme, mais un véritable engagement en faveur de l'humanité. À ce jour, 113

pays, dont 24 en Afrique, ont aboli la peine de mort, selon Amnesty International.

MALI

Le président de transition Assimi Goïta n'évoque pas les élections dans ses vœux, réactions

Dans son adresse à la nation, mardi 31 décembre au soir, le général Assimi Goïta a annoncé que 2025 serait « l'année de la culture ». Le président malien de transition s'est également félicité de l'action de l'armée nationale au cours de l'année écoulée. Il n'a en revanche pas mentionné, pas même évoqué, la question de possibles élections. Acteurs poli-

tiques, observateurs, simples citoyens, nombreux étaient ceux qui guettaient pourtant une éventuelle annonce sur le sujet, quatre ans et demi après le coup d'État militaire d'août 2020. Réactions politiques du président de l'ADEPM Aboubacar Sidick Fomba (soutien des autorités de transition), de l'ancien Premier ministre Moussa Mara (Yelega, opposi-

tion), et analyse du politologue malien Oumar Berté.

Aboubacar Sidick Fomba est président du parti ADEPM (Alliance démocratique du peuple malien), membre du Conseil national de transition (CNT) et fervent soutien des autorités militaires en place. Il juge tout à fait justifié que le général Assimi Goïta n'ait pas abordé la question des élections.



Le FC Barcelone peut perdre un pactole hallucinant à cause de Dani Olmo !



Les problèmes administratifs liés à l'inscription de Dani Olmo en Liga risquent de coûter très cher aux Catalans...

Que se passe-t-il vraiment avec Dani Olmo ? Personne ne semble savoir, puisque la deadline pour l'inscription de l'international ibérique (ainsi que celle de Pau Victor) était fixée au 31 décembre à minuit. Aux yeux de la Liga, Olmo n'est plus enregistré et

ne peut pas participer à la deuxième partie de saison avec le Barça. Mais le club catalan a fait un recours auprès de la Fédération et espère pouvoir l'enregistrer d'ici le 3 janvier.

Quoi qu'il en soit, dans le cas où Dani Olmo venait à être libéré de son contrat - une clause lui permet de partir gratuitement en cas de non-inscription en Liga - ce serait

une véritable catastrophe pour le Barça. En termes d'image, sur le plan sportif, mais surtout d'un point de vue financier, alors que le club est déjà dans une situation très compliquée.

Un gouffre financier

Comme l'indique Sport, le Barça perdrait une centaine de millions d'euros en cas de confirmation du scénario catastrophe ! Il s'agit d'abord des 48 millions d'euros du contrat du joueur, puisque le Barça devrait lui régler l'intégralité du salaire de son contrat qui court jusqu'en 2030. En plus de ça, les Blaugranas doivent aussi continuer de payer le transfert du joueur au RB Leipzig, qui s'élève à plus de 55 millions d'euros et dont une petite partie a été payée seulement.

Continuer de payer un transfert assez conséquent pour un joueur parti libre après 6 mois, un retour sur investissement négatif donc ! Il y a aussi un autre aspect à prendre en compte : l'impossibilité de gagner de l'argent ou de limiter les pertes en vendant le joueur, point majeur que les dirigeants prennent en compte lorsqu'ils réalisent des transferts, surtout de cette envergure. Autant dire que ce serait une véritable catastrophe...

Nico Paz met le feu au Real Madrid



La pépite argentine fait déjà saliver les Madrilènes, qui pourront le rapatrier pour une somme dérisoire l'été prochain.

On explique souvent, à juste titre, que La Masia est le meilleur centre de formation du monde. Mais le Real Madrid a lui aussi une des meilleures académies de la planète, même s'il y a peu de joueurs de La Fabrica dans l'effectif de l'équipe première madrilène en ce moment. Le centre de formation merengue a par exemple sorti une des sensations du moment en Europe : Nico Paz.

Vendu à Côme l'été dernier, celui qui a déjà débuté avec la sélection argentine cartonne en Italie, où il régale les observateurs week-end après week-end. « C'est une folie, et au-delà de son âge, il a une maturité impressionnante et c'est pour ça qu'il est là, j'espère qu'il va continuer de grandir, et que nous on puisse l'aider. Il va se sentir à l'aise parce qu'on a beaucoup le ballon, il a grandi en jouant comme ça et il a beaucoup de qualité », résumait Lionel Messi à son sujet en octobre dernier. Rien que ça. Auteur d'un gros mois de décembre, avec une masterclass contre la Roma notamment, Paz fascine aussi les

Madrilènes.

Ancelotti est sous le charme

Effectivement, du côté de la capitale espagnole, on se frotte les mains. Relevo indique que les dirigeants du Real Madrid sont ravis de l'évolution du joueur de 20 ans, qu'ils peuvent faire revenir pour 8 millions d'euros seulement l'été prochain. Une option de rachat qui sera ensuite de 9 millions d'euros pour 2026 et de 10 millions d'euros pour 2027. Le Real Madrid touchera aussi 50% de la future vente du joueur, qui devrait rapidement finir dans un gros club européen si les Merengues décident finalement de ne pas le faire revenir.

Ancelotti l'apprécie déjà énormément. « Nico Paz c'est un joueur que nous suivons beaucoup. Il est très bon et a un grand talent. Cette saison loin de Madrid lui fait beaucoup de bien. On pense que c'est un joueur qui peut incarner le futur du Real Madrid », a déclaré l'Italien cette semaine dans une interview accordée dans son pays, alors que les médias pro-Madrid lui consacrent régulièrement des articles élogieux. Et si Nico Paz était donc la recrue star du Real Madrid pour l'été 2025 ?

FLASH INFOS

AC Milan : Sérgio Conceição détaille son projet

Le nouvel entraîneur du Milan, Sérgio Conceição, a présenté ses objectifs en conférence de presse : « Je suis fier. C'est un plaisir pour moi de travailler dans une équipe aussi importante. Pour moi, c'est un plaisir, une fierté, une avancée dans ma carrière et celle de mon équipe. Les supporters sont l'âme du club. Sans eux, il est difficile de vivre et de grandir, et nous devons respecter ces valeurs et dans ce sens travailler et prouver que nous sommes à la hauteur du Milan. Si je suis là, ce n'est pas bon signe, ça veut dire que quelque chose ne va pas. Il n'y a pas beaucoup de temps pour travailler sur le match contre la Juventus. On ne se plaint pas, on ne cherche pas d'excuses. Ma situation avec le Porto n'a pas été une sortie facile. Pour moi, le timing n'est pas important. En été, chaque semaine il y avait un club intéressé par moi, ils parlent toujours, c'est normal, parce qu'ils sortent des nouvelles que nous ne pouvons pas contrôler. Pour moi, le timing du Milan n'était pas important. C'était très rapide. Pourquoi suis-je venu au Milan ? J'entraîne l'une des meilleures équipes du monde. Je ne pouvais pas dire non même si j'avais d'autres situations que je respecte beaucoup »

Il a poursuivi : « J'arrive avec mes convictions au niveau du travail et tactique. Le système n'est pas si important pour moi, mais la dynamique sur le terrain. Ensuite il y a une stratégie, une base, un travail sur les principes : l'équipe doit les comprendre. Le jeu dominant ? Pour moi le foot est simple, très simple : il y a des cages et il faut marquer des buts et ne pas en prendre. Si le jeu de domination signifie autre chose, pour moi cela signifie avoir des résultats. Possession de balle, tiki taka : pour moi le tiki taka est de la mettre à l'intérieur. Chacun a son travail, on communique tous les jours. Aujourd'hui j'ai parlé avec le nutritionniste : j'aime entrer dans tous les domaines. Mais c'est mon travail. Je parle à la direction

quand il le faut, nous sommes tous là pour travailler en remontant dans la même direction. Nous voulons tous une chose : que le Milan arrive en Ligue des Champions, et il y a déjà un trophée à gagner. Nous sommes le Milan »

Seko Fofana revient en Ligue 1 et s'engage au Stade Rennais !

Parti du côté de l'Arabie saoudite il y a un an et demi afin de rejoindre Al-Nassr en provenance du RC Lens, Seko Fofana (29 ans) retrouve la Ligue 1. Le milieu ivoirien vient de signer au Stade Rennais qu'il va aider à remonter au classement. Mauvais élève du début de saison en Ligue 1, le Stade Rennais a clairement déçu. Malgré sa victoire 3-0 initiale contre l'Olympique Lyonnais pour lancer sa saison, le club breton a essuyé de nombreux revers et pointe actuellement au 13e rang du championnat avec 4 unités d'avance sur l'AS Saint-Étienne qui est barragiste. Loin des places européennes qui sont à sept points, le Stade Rennais est englué dans le ventre mou et a déjà connu 8 défaites en 15 matches.

Une situation compliquée qui a conduit au départ de l'entraîneur Julien Stéphan, remplacé par Jorge Sampaoli. Ce dernier va d'ailleurs bénéficier de jolis moyens pour renforcer son équipe cet hiver et peut compter désormais sur un premier renfort avec le milieu de terrain Seko Fofana. Passé au Racing Club de Lens entre 2020 et 2023, l'international ivoirien a laissé une belle empreinte au sein du championnat de France.

SEKO FOFANA REJOINT PAR BRICE SAMBA ?

Parti il y a un an et demi du côté de l'Arabie saoudite et du club d'Al-Nassr qui l'a ensuite prêté depuis l'hiver dernier à Al-Ettifaq, Seko Fofana avait à cœur de rebondir en France. Le vainqueur de la Coupe d'Afrique des Nations 2023 s'est donc engagé du côté du Stade Rennais moyennant un transfert de 20 millions d'euros. Un joli investissement pour le club breton qui se montre déjà conquérant sur ce mercato hivernal.